

À QUELQUES MOIS DES ÉLECTIONS LOCALES

Des partis en proie à des tensions, frondes et démissions

Départs à la pelle au MPA, démissions et sanctions au RND, bagarres au FLN dont une élue à Béjaïa et une autre élue, de surcroît membre du conseil national du FFS à Boumerdès, rejoignent le RCD qui, à son tour, en perd à Tizi-Ouzou, fronde au sein du mouvement Nahda, telle est l'ambiance au sein de bien de partis à quelques mois des élections locales.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Les partis, pour leur écrasante majorité, enregistrent des turbulences, des mouvements de redressement et autres frondes qui atteignent leur apogée à l'approche d'un scrutin.

Et la proximité des élections locales (APC, APW) devant se dérouler en novembre prochain n'échappe pas à cette tradition bien de chez nous. Avec à la clé, la transhumance partisane qui reprend ses droits puisque l'on enregistre la migration de militants d'un parti à un autre.

Il ne se passe pas un jour, en effet, sans que des démissions ne soient enregistrées dans des partis. Et la palme dans ce sport national revient, cette fois-ci, au Mouvement populaire algérien (MPA) dont l'épisode de son ministre «éphémère», Messaoud Benagoun, renvoyé de la tête du ministère du Tourisme et de l'Artisanat 48 heures seulement

après son intronisation au poste, et son score vierge à Alger lors des dernières élections législatives, a eu des répercussions sur la sérénité qui régnait jusque-là au sein du parti.

Des démissions à la pelle avec, à leur tête, celles du maire d'Alger-Centre, la plus emblématique des communes du pays, du député de Guelma et de nombre de cadres dont des membres du conseil national du MPA. Une saignée que la direction nationale du parti a tenté de contenir et de limiter de son ampleur en organisant la riposte.

Même scénario chez le RCD dont la structure régionale de Tizi-Ouzou enregistre, pour la première fois de son parcours, des turbulences, elle qui est réputée, jusqu'ici, pour sa stabilité. Avec des démissions de certains de ses cadres dont des maires comme ceux de Tizi-Ouzou et Tadmaït.

Sauf que le président de cette instance régionale du parti minimise l'ampleur de ces départs, préférant mettre l'accent et le doigt sur les nombreuses adhésions enregistrées depuis les dernières législatives. «A peine une demi-douzaine de démissions alors que nous enregistrons quotidiennement et depuis les dernières élections législatives des adhésions par centaines aux quatre coins de la wilaya. Il y a même des élus locaux, indépendants notamment, qui renforcent les rangs du parti», affirmait, hier, Malek Hessas qui ajoute que les préparatifs pour les prochaines élections locales se déroulent dans la sérénité la plus totale avec, d'ores et déjà, plus d'une cinquantaine de listes électorales APC ficelées.

Chez le RND, c'est l'heure de «régler les comptes» à ceux parmi les cadres du parti qui avaient fait fausse route et ayant rejoint d'autres chapelles politiques lors des dernières élections législatives. Et cette purge a déjà commencé avec le renvoi de quatre de ses cadres locaux à Ouargla.

Ceci même si la saignée enregistrée la veille des dernières

élections législatives risque de se reproduire cette fois-ci avec déjà le secrétaire communal de Sidi-Aich, dans la wilaya de Béjaïa, qui vient de claquer la porte du parti. Dans sa lettre de démission, le concerné soutient que le RND à Béjaïa est géré comme «une administration publique et les adhérents du parti sont considérés comme étant des fonctionnaires ou des commis de l'Etat», exprimant sa «déception» quant au fonctionnement interne du parti.

Quant au doyen des partis, le FLN, c'est tout simplement le recours à la manière forte puisque certaines cérémonies d'installation des commissions électorales au niveau des wilayas ont été émaillées de scènes de violences.

Et avant même que le corps électoral ne soit convoqué pour les prochaines élections locales, ce qui interviendrait vraisemblablement la fin du mois courant, le secrétaire général du parti a d'ores et déjà sifflé la fin des candidatures.

Dans une note de rappel datée de lundi dernier, portant le numéro 12, Djamel Ould-Abbès a rappelé aux membres du comité

central, des mouhafadhas et des kasmass, des commissions transitoires, que tout militant désireux de se porter candidat aux prochaines élections locales (APC, APW) est tenu de formaliser son vœu par une demande écrite à l'endroit du secrétariat général du parti avant le 9 du mois courant, soit, hier mercredi. Il n'a pas manqué, au passage, d'avertir que passé cette date, aucune candidature ne sera retenue.

Des candidatures dont Ould-Abbès a tenu, par ailleurs, et dans une précédente directive, à «encadrer» via des «critères». Comme l'engagement en faveur du programme du président de la République, l'ancienneté dans le militantisme, l'intégrité, l'honnêteté, une bonne moralité et la jouissance de popularité dans leurs régions.

Chez Nahda, c'est son secrétaire général qui est contesté par certains des cadres du mouvement. Et c'est le Conseil consultatif national du parti qui devra trancher la question du maintien ou du renvoi de Mohamed Dhoubi lors d'une session extraordinaire prévue dans une dizaine de jours.

M. K.

ÉLECTIONS LOCALES DE L'AUTOMNE PROCHAIN

Le MDS sera de la partie

L'échec patent de sa participation aux dernières élections législatives avec aucun siège de député dans son escarcelle ne dissuade pas le MDS de renouveler le «coup» lors des prochaines élections locales.

C'est ce qu'a décidé le conseil national du parti lors de sa session tenue le week-end écoulé. Pour justifier cette participation, les membres de cette instance du MDS avancent, dans un communiqué, que la lutte démocratique «ne s'arrête pas aux seules revendications socio-économiques, aussi essentielle que soit la question de la place du travail et de la répartition des richesses».

Autre argument avancé, la bataille politique qui demeure, selon eux, «le maillon principal», réaffirmant leur détermination à «mener une lutte sans répit pour construire le grand mouvement de gauche moderne dont la société a besoin pour peser de manière décisive».

Ceci même si les membres du conseil national du MDS reconnaissent toute la délicatesse de cette lutte qui sera «longue et dure et qui puise son sens dans le combat quotidien des Algériens». Une lutte qui, ajoutent-ils, exigera «beaucoup de sacrifices mais aussi d'acquiescer une nouvelle capacité de mobilisation de la société à travers les élections», car elle consiste à «organiser, à un niveau supérieur, les millions d'électeurs qui ont rejeté le dernier scrutin ou qui ont déposé un

bulletin nul dans l'urne». D'où leur conviction que les prochaines élections locales seront «l'occa-

sion d'avancer dans cet apprentissage et de nous instruire sur la manière de diriger le combat politique de la société dans la phase nouvelle qui s'est ouverte».

Concernant les préparatifs à cette échéance électorale, le MDS, affirment les membres de

son conseil national, «accélérera donc la constitution de ses listes et se prépare à amplifier l'opération de collecte des parrainages de citoyens afin d'assurer sa présence la plus large».

Ceci non sans inviter la société à jouer son «rôle historique car la

rupture ne viendra ni du pouvoir, ni des appareils qu'elle a condamnés» car «appartenant à la société et peut hisser l'Algérie au niveau des exigences du XXI^e siècle, dans un environnement de paix et de solidarité».

M. K.

CODES DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ ET DE LA RETRAITE

Les réserves du Snapap

Le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) émet de sérieuses réserves sur les projets de loi portant code du travail, de la santé et régime des retraites.

S'il accueille favorablement l'appel au dialogue social lancé par le Premier ministre au nom de la «stabilité du pays», le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) ne manque pas, néanmoins, d'émettre plus que des réserves sur les projets de loi portant codes du travail, santé et régime des retraites.

Pour son secrétaire général, qui s'exprimait, hier, dans une conférence de presse pour faire état des résolutions de la réunion du secrétariat national du syndicat tenue lundi, ces projets de loi ont été élaborés à la «hussarde» sans concertation aucune avec les partenaires sociaux. «Il aurait été judicieux d'associer à ces dossiers sensibles, outre les syndicats, des spécialistes à même d'aller en profondeur, quitte à ce que cela nous prenne du temps», affirmera Belkacem Felfoul. Pour lui, cet «empressement à élaborer ces

textes n'a fait que déceler de nombreuses lacunes que nous porterons à la connaissance des hautes autorités lors du dialogue social auquel a appelé le Premier ministre et auquel nous nous souscrivons pleinement».

C'est ainsi que la mouture du projet de loi portant code du travail «remet en cause le libre exercice syndical» comme l'ont relevé, par ailleurs, nombre d'autres entités syndicales et partis. Ceci, outre, fera remarquer Felfoul, la question cruciale des œuvres sociales encore héritée de l'ère du parti unique avec la référence encore au décret n°82-303 du 11 septembre 1982 relatif à leur gestion.

Une gestion que le secrétaire général du Snapap voudrait «décentralisée» et allant avec la «nouvelle ère du libre exercice syndical».

Pour ce qui est du projet de loi sur la santé, le secrétaire général du Snapap relève la remise en cause du



Belkacem Felfoul, SG du Snapap.

principe de la proximité des établissements de santé consacrée par la loi en cours puisque le nouveau texte prévoit une nouvelle réorganisation de ces établissements et autres structures de santé.

Quant au projet de loi portant régime des retraites, Felfoul insistera sur l'impératif du maintien du départ à la retraite après 32 ans de service,

nonobstant l'âge de la personne. Pour lui, le dernier amendement apporté au texte n'a profité à aucune personne. Avec, notamment, arguera-t-il, des administrations et autres établissements publics «vidés de leur matière grise» dont les nouvelles recrues ne profiteront pas de l'expérience.

M. K.